

David Ray Griffin

Le Nouveau Pearl Harbor

Traduit de l'américain par
Pierre-Henri Bunel

Éditions Demi-Lune

PRÉFACE

David Ray Griffin a écrit un livre remarquable. Si on le lit attentivement en ne lui accordant ne fût-ce que 30 % d'ouverture d'esprit, il est presque certain que cela changera notre perception du fonctionnement de la démocratie constitutionnelle des États-Unis aux plus hauts niveaux du gouvernement. En cela, il s'agit d'un livre dérangeant qui dépeint une crise profonde de la légitimité politique du plus puissant État souverain de l'histoire du monde, un pays qui se trouve de plus entraîné dans la première guerre sans frontières ni marqueurs de la victoire ou de la défaite. Si *Le Nouveau Pearl Harbor* recueille tout l'intérêt qu'il mérite largement de la part du public et des médias, il devrait changer le débat public en général et exercer une influence positive sur la façon dont se dessine l'avenir. En fait, il est rare qu'un livre ait cette capacité de devenir un élément déterminant de l'Histoire.

Ce qui lui donne son caractère si particulier, c'est qu'il s'aventure sur le terrain le plus sensible et le plus sujet à polémique: le comportement officiel, au sens le plus large du terme, vis-à-vis de la tragédie du 11 Septembre. Il le fait avec l'esprit d'examen le plus objectif couplé avec l'expression de la plus puissante des vertus intellectuelles: la volonté de permettre à la recherche de suivre le chemin tracé par les éléments de preuves et la raison, où qu'il mène. Et dans le cas présent, il nous mène aux destinations les plus explosives où naissent des doutes graves au sujet de l'intégrité et de la conception du monde de ceux de nos dirigeants qui exercent la plus haute autorité sur le comportement de notre pays et sur sa destinée. En particulier dans le domaine de notre sécurité nationale qui englobe une guerre outre-mer et l'étouffement des libertés en métropole. Griffin développe, avec brio, un argumentaire accablant qui milite en faveur d'une enquête complète et sans entraves, entièrement étayée et aussi importante que nécessaire, sur comment et pourquoi le 11 Septembre a pu se produire, ainsi que sur la raison pour laquelle une telle faillite, sans précédent, de notre système de sécurité nationale n'a pas fait l'objet d'investigation immédiate étant donné qu'il s'agit de la première des priorités nationales. Il existe tellement de lacunes dans les thèses officielles sur le 11 Septembre qu'il n'en reste aucune synthèse vraisemblable et cohérente, et jusqu'à ce jour, nous avons continué à tituber de l'avant comme si la vérité sur ces événements traumatisants ne présentait plus aucun intérêt.

Griffin nous démontre avec une grande perspicacité et en s'attaquant avec détermination aux nombreux aspects de la politique de sécurité globale de l'administration Bush, qu'il est absolument primordial de connaître, même avec du retard, la vérité sur le 11 Septembre. L'accumulation de faits inexplicables, les efforts des autorités au pouvoir pour forclorre* toute enquête indépendante, et les preuves de l'existence d'un projet des proches de la mouvance Bush antérieur au 11 Septembre visant à réaliser exactement ce qu'ils sont en train de faire sur la base du mandat que leur a donné cet événement, sont autant de raisons pour que le lecteur des conclusions de Griffin soit facilement convaincu. Comme je l'ai dit, 30% de réceptivité suffisent, ce qui signifie que tout le monde, à l'exception des suppôts inconditionnels et bornés de la façon dont Bush exerce la présidence, devrait être convaincu par la thèse centrale de cet ouvrage.

Il faut souligner que ce livre n'appartient pas au genre littéraire de «la théorie du complot», en tout cas, comme le souligne Griffin lui-même, au sens péjoratif du terme tel qu'on l'entend d'habitude. Il s'agit d'un examen méticuleux et scrupuleux des indices existants qui reprend les nombreuses incohérences entre la version officielle des événements présentée par le gouvernement et les meilleurs renseignements dont on dispose.

Naturellement, il convient de se demander, si la conclusion vers laquelle conduisent les éléments de preuves de Griffin est la bonne, pourquoi on n'a pas raconté plus tôt cette «histoire du siècle» à notre pays. Pourquoi les médias sont-ils restés muets? Pourquoi le Congrès est-il resté aussi passif dans son rôle de chien de garde face au pouvoir, chargé avant tout de protéger le peuple américain? Pourquoi des fonctionnaires aux principes moraux élevés n'ont-ils pas présenté leur démission, démissions qui auraient été suivies de révélations chocs? Des questions ont été soulevées ici et là, des accusations de complicité des autorités courent depuis les premiers jours, en particulier en Europe mais, pour autant que je sache, aucun Américain jusqu'à Griffin n'a eu la patience, la fermeté, le courage et l'intelligence suffisants pour rassembler tant d'éléments et en faire un récit cohérent.

Une partie de la difficulté à être crédible sur ces sujets si dérangement pour la confiance du public envers la légitimité du pouvoir d'État tient au fait que les voix accusatrices qu'on entend le plus souvent sont criardes et irresponsables. Elles sont facilement invalidées comme étant «paranoïaques» ou «extravagantes» sans qu'on y prête plus ample attention, ni qu'on se

* *Forclorre* : empêcher une action en justice après un certain délai. Rapprocher l'emploi de ce mot par l'auteur du fait que les bénéficiaires des allocations issues de la quête nationale au profit des familles des victimes du 11 Septembre n'ont touché des subsides qu'après avoir promis, une fois reçus les fonds, de ne pas engager de poursuites judiciaires contre l'État du fait des attentats. (NdT)

demande si les préoccupations qu'elles évoquent méritent d'être examinées. Tout au contraire, l'approche de Griffin est calme et son argumentaire en permanence étayé, ce qui rend son analyse incontestablement irréfutable.

Mais il existe des forces perturbatrices qui œuvrent pour barrer l'accès à la vérité sur le 11 Septembre. Sans arrêt, depuis cette date, la grande presse a travaillé main dans la main avec le gouvernement à organiser une ferveur patriotique qui a dépeint sous les couleurs de la déloyauté, toute expression de doute envers les autorités du pays. Les personnalités des médias, comme Bill Maher, qui ont mis en question la version officielle, même de manière informelle, ont été licenciées, mises sur la touche et réduites au silence : un glacial message d'intimidation pour quiconque était tenté de faire entendre une voix dissidente. Agiter le drapeau américain a remplacé toute pensée critique et indépendante, et des slogans du style «ensemble nous tiendrons» ont servi de bâillon étouffant toute tentative de critique. Cette équation de patriotisme et d'acceptation sans réserve de la politique de l'administration actuelle a été utilisée par ces conseillers du président pour qui le 11 Septembre fut, non une tragédie nationale, mais, selon les mots du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld lors d'une interview télévisée avec Jim Lehrer lors du deuxième anniversaire des attentats, «une bénédiction déguisée».

Au moment où l'appel lancé par les tenants du patriotisme a commencé à s'estomper des mémoires, voici une autre dynamique qui y est liée et qui manœuvre à nous tenir éloigné de la vérité : ce que les psychiatres appellent le «déli» . Les réalités pénibles de l'occupation de l'Irak empêchent la plupart des Américains de reconnaître que toute l'entreprise, y compris la mort et la mutilation de jeunes compatriotes, est la conséquence de la manipulation volontaire de la réalité par les autorités élues de ce pays, en particulier l'affirmation selon laquelle Saddam Hussein est responsable des événements du 11 Septembre. Ce sentiment désagréable prend de l'ampleur si on envisage la possibilité que ces événements ont été dès le début, voire avant, dissimulés par un tissu de mensonges. Une partie du réflexe de déni vient d'un désir désespéré d'éviter de devoir faire face aux épouvantables réalités que renferme la structure du pouvoir du gouvernement qui contrôle nos existences.

Le livre de Griffin est l'antidote indispensable au refus collectif qui a paralysé la conscience de la nation au cours de ces quelques dernières années. À tout le moins, il devrait donner lieu à un débat, certes tardif, mais bien mieux vaut tard que jamais. Thomas Jefferson nous avait avertis, jadis, que «la vigilance permanente est le prix de la liberté».

À ce stade du développement des États-Unis, on ne peut admettre une attitude politique béate dont l'un des volets consiste à accepter sans discussion la bonne foi de notre gouvernement. Après tout, l'histoire fourmille de manipulations de l'opinion publique, en particulier en ce qui concerne la

guerre et la paix. Les historiens s'accordent de plus en plus à admettre qu'on a manipulé les faits à propos de l'explosion de l'*USS Maine* pour justifier la guerre hispano-américaine de 1898, à propos de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor pour justifier une entrée des États-Unis dans la seconde guerre mondiale, (entrée en guerre jusque-là très impopulaire), à propos de l'incident du golfe du Tonkin de 1964 dont la Maison Blanche s'est servie pour justifier la dramatique extension de la guerre du Vietnam au Nord Vietnam et, plus récemment, pour prétendre que l'Irak détenait un arsenal menaçant d'armes de destruction massive pour justifier le recours à la guerre au mépris du droit international et des Nations Unies. Les explications officielles d'événements tels que les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki ou l'assassinat du président Kennedy n'ont pas non plus provoqué d'examen de la part d'intellectuels impartiaux. En ce sens, la perte de confiance des citoyens des États-Unis envers leur gouvernement a des racines qui plongent loin dans l'histoire et ne relève pas d'une simple accusation partisane portée contre le gouvernement actuel en liaison avec l'aile droite du parti républicain. Mais elle nous pose de fait une question fondamentale et lancinante. Pourquoi la thèse officielle sur le 11 Septembre devrait-elle être considérée comme sacro-sainte et prise pour argent comptant, surtout dans la mesure où elle a servi de justification aux entreprises les plus dangereuses de l'histoire du monde ?

Comme le démontre Griffin, point n'est besoin d'admettre toutes les thèses exprimant la méfiance pour conclure que la thèse officielle sur le 11 Septembre n'a strictement rien de convaincant. Son approche se base sur l'effet cumulatif des nombreuses zones d'ombre dans le récit officiel de ce qui s'est passé, zones d'ombre liées aux avertissements préalables et à plusieurs indices de l'existence d'actions ayant facilité les frappes, à des différences particulières entre la description des événements par les médias et le gouvernement d'une part, et les éléments de preuve indépendants sur ce qui s'est vraiment passé, d'autre part, et au manque d'esprit de coopération du gouvernement concernant le déroulement des enquêtes. Chaque partie de cette histoire suffit à justifier l'affirmation fondamentale de Griffin selon laquelle ce pays, et le monde, méritent une information complète, vraisemblable, crédible et immédiate sur le comment et le pourquoi de cette journée fatidique. Une telle étape ferait montre aujourd'hui de la sagesse intemporelle de la célèbre réponse de Benjamin Franklin à la question qu'on lui posait sur ce qu'avait réalisé l'Assemblée constituante de Philadelphie : « Une République, si vous la conservez ».

Richard Falk